

Destruction d'espèces protégées pour un parc photovoltaïque ! Les associations déposent un recours.



Destruction d'espèces protégées pour un parc photovoltaïque ! Les associations déposent un recours.

France Nature Environnement Midi-Pyrénées, Nature En Occitanie et Les Amis de la Terre 32 demandent au tribunal administratif de PAU d'annuler l'autorisation de destruction d'espèces protégées pour la construction du parc photovoltaïque du Carget à VIC-FEZENSAC par la SARL CPV SUN.

Pour être réellement écologiques, les projets d'énergies renouvelables ne doivent en aucun cas aggraver l'artificialisation des espaces naturels et agricoles, d'autant plus lorsqu'ils abritent une biodiversité remarquable.

Un parc photovoltaïque implanté sur des prairies et des haies abritant une biodiversité protégée

Si développer les ENR est nécessaire, le faire à n'importe quel prix avec uniquement une vision quantitative, sans précaution par rapport à la biodiversité qui connaît un effondrement sans précédent, relève de l'aveuglement.

Pourtant, le préfet vient de délivrer l'autorisation de construire une centrale photovoltaïque sur 3,2 hectares de prairies vallonnées, de haies et de friches agricoles, abritant notamment de nombreuses espèces d'oiseaux et deux papillons protégés (L'Azuré du Serpolet (*Maculinea arion*) et le Damier de la Succise (*Euphydryas aurinia*)) inscrits en liste rouge des insectes menacés. Ceci en parfaite contradiction avec les dernières publications des programmes des Nations Unies (IPBES et GIEC) qui démontrent que **le développement des ENR ne peut pas se faire au détriment de la biodiversité.**

Pour Alain BAUDRY, adhérent des Amis de la Terre 32 :

« Intégration, durabilité, préservation, ces mots ne résonnent-ils pas de la même façon dans l'esprit de fonctionnaires en charge d'instruire ce type de projet et dans le nôtre ? Ou bien, est-ce que le passage en force est simplement une désespérante solution de facilité ? Laisser aux Associations, aux citoyens lucides, le soin de se débrouiller avec des décisions destructrices pour la nature est-il devenu un dogme d'Etat ? Est-ce une solution que de laisser aux opérateurs privés l'organisation anarchique de l'usage de notre territoire en oubliant sciemment chartes, accords, conventions, règles et lois dans le seul objectif, ici, de produire quelques watts de plus, au détriment de nos espaces naturels et agricoles ? Intégrer durablement sans détruire, cette notion est-elle au-delà de la conscience des décideurs, ou va-t-elle enfin être comprise et appliquée ? ».

Une autorisation très éloignée des exigences du Code de l'environnement

Nos organisations sont aujourd'hui contraintes de demander à la Justice de se pencher sur la légalité de l'autorisation délivrée à l'exploitant lui permettant de détruire les espèces protégées, ce qui ne répond pas aux attendus des futurs SRADDET d'Occitanie (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires – Règle n°20 « Développement des ENR ») et SCoT « Gascogne » (Schéma de Cohérence Territoriale – Orientation n°1.6 Lutter contre le changement climatique, maîtriser les risques et les nuisances). D'ailleurs, le Conseil scientifique régional avait émis un avis défavorable sur le projet.

Pour Cécile ARGENTIN, Présidente de FNE Midi-Pyrénées :

« Les parcs photovoltaïques sont conciliables avec la biodiversité à la condition de respecter le principe de toujours privilégier l'installation sur des bâtiments, des sols pollués, des ombrières de parking, tellement nombreux sur notre territoire... Par facilité et raison financière on sacrifie de plus en plus d'espaces naturels et agricoles, dont nous avons collectivement besoin. L'Etat ne devrait pas favoriser les intérêts financiers de quelques-uns au détriment de la préservation de notre patrimoine naturel et potentiel agricole ».

